

# Projet de conservation des eaux des plaines du Saïss et du Garet

Lieu :  
Maroc

Identifiant du projet :  
51223

Secteur d'activité :  
Infrastructure municipale et environnementale

Public/Privé :  
Secteur public

Date prévue de présentation  
devant le Conseil d'administration :  
27 novembre 2019

Statut :  
**Concept examiné**

Date de publication du document  
de synthèse du projet en langue anglaise :  
25 septembre 2019

## Description du projet

Octroi au Royaume du Maroc (le « **pays** ») d'un prêt souverain à hauteur de 150 millions d'euros destiné à cofinancer : **i)** la construction d'éléments clés du réseau d'acheminement d'eau du Saïss, à savoir la conduite principale ainsi que les réseaux de distribution primaire et secondaire (« **Saïss II** ») et **ii)** la rénovation et la modernisation du réseau de distribution d'eau du Garet et sa conversion complète au goutte-à-goutte (« **Garet** ») (ensemble, le « **projet** »).

Saïss II fait partie d'un programme échelonné destiné à préserver l'aquifère du Saïss et à promouvoir une gestion durable de l'eau dans la plaine. Dans ce cadre, la Banque a approuvé un prêt souverain d'un montant maximal de 120 millions d'euros et mobilisé 30 millions d'euros auprès du Fonds vert pour le climat (le « **FVC** ») pour financer la construction d'une conduite d'acheminement de 135 kilomètres (une section de 45 km de la conduite, qui mesure au total 62 km, à l'extérieur de la plaine du Saïss et une conduite principale de distribution de 90 km dans la plaine) entre le barrage M'dez et la plaine du Saïss ([projet de conservation de l'eau du Saïss](#) ou « **Saïss I** »).

# Objectifs du projet

Le projet vise principalement **i)** à permettre le remplacement du prélèvement intenable d'eaux souterraines de l'aquifère du Sebou/Saïss par l'utilisation de ressources en eaux de surface plus durables et plus résilientes provenant du barrage M'Dez, ce qui aidera à restaurer l'aquifère du Saïss et à améliorer la résilience de la plaine aux effets du changement climatique ; et **ii)** à rénover et moderniser le réseau de distribution d'eau dans la plaine du Garet afin de faciliter le passage complet à un système plus durable et efficient d'arrosage goutte à goutte pour atténuer les effets néfastes des pénuries d'eau actuelle et futures.

Le projet bénéficiera d'une assistance technique complète destinée à faciliter son exécution et son suivi et à renforcer les capacités des agriculteurs locaux, y compris par des activités ciblées encourageant les agricultrices à participer à l'activité économique.

## L'impact sur la transition

Pour faciliter la transition, le projet promouvra l'inclusion économique, l'égalité des genres et l'économie de l'eau afin d'accroître la résilience du pays aux effets du changement climatique :

- **Économie de l'eau et résilience aux effets du changement climatique** : Le projet aidera à renforcer la résilience des plaines du Saïss et du Garet aux effets du changement climatique par la mise en place d'une infrastructure de distribution d'eau plus efficiente, plus durable et, surtout, plus respectueuse de l'environnement dans un contexte de stress hydrique accru dû audit changement.
- **Inclusion économique** : Le projet renforcera les opportunités économiques et l'inclusion sociale des petits agriculteurs, qui sont les plus vulnérables et les moins résilients aux pénuries d'eau, en particulier dans la région de l'Oriental, où se situe la plaine du Garet. Les opportunités croissantes qu'offrent une meilleure gestion de l'eau et une modernisation du système, combinées à de meilleures pratiques agricoles, aideront à créer des emplois et des débouchés dans la région du projet.
- **Égalité des genres** : Le projet intègre une forte dimension de genre afin de promouvoir l'inclusion économique des femmes dans l'agriculture commerciale dans les deux régions où il est mis en œuvre. L'attention portée aux questions de genre a pour but de sensibiliser le public au rôle, aux besoins, aux attentes et à l'intégration des femmes et, partant, d'accroître leur accès aux débouchés issus du présent projet.

## Le client

### LE MAROC

L'emprunteur est le Royaume du Maroc, représenté par le Ministère de l'Économie et des Finances. Le projet sera mis en œuvre par la Direction de l'irrigation et de l'aménagement de l'espace agricole (la « **DIAEA** ») du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et forêts (le « **MAPMDREF** ») à travers la Direction opérationnelle du projet (la « **DOP** »), unité d'exécution dédiée à Saïss, et deux Offices régionaux de mise en valeur agricole (« **ORMVA** »).

# Financement de la BERD

150 000 000 EUR

Prêt souverain à hauteur de 150 millions d'euros.

## Coût total du projet

350 000 000 EUR

352 millions d'euros, hors TVA.

## Synthèse environnementale et sociale

Le projet a été classé B, conformément à la Politique environnementale et sociale de 2014 de la Banque. Il intègre deux composantes distinctes destinées à améliorer la gestion de l'eau et la résilience de deux régions agricoles du Maroc. Dans la plaine du Saïss, le second investissement de la Banque, qui visera la mise en place d'un vaste réseau de transfert et de distribution d'eau de surface, acheminera chaque année, à des fins d'irrigation, quelque 100 millions de mètres cubes d'eau provenant du barrage M'dez vers la plaine agricole via un adducteur souterrain de 150 kilomètres (le [projet initial de conservation des eaux du Saïss](#), ou « **Saïss I** », raccordé à une conduite de distribution primaire et à un réseau de distribution secondaire dont les éléments clés seront financés dans le cadre du projet « **Saïss II** »). Le volume à transférer correspond au déficit annuel moyen de l'aquifère du Saïss, dont les eaux servent essentiellement à l'irrigation. Dans le Garet, la rénovation et la modernisation d'un réseau assurant le transfert d'eaux de surface du barrage Mohammed V aideront à améliorer l'efficacité du système de distribution et à le convertir complètement au goutte-à-goutte, ce qui permettra d'importantes économies d'eau.

L'audit préalable de Saïss I a été réalisé en 2016 par ESD et un consultant indépendant, englobant les composantes à financer au titre de Saïss II en tant qu'installations connexes. Il a également été entrepris un examen des risques environnementaux et sociaux liés au barrage M'Dez, bien que ce dernier ne constitue pas une installation connexe. Les activités de construction de Saïss I n'avaient pas encore débuté au moment de l'audit préalable de Saïss II.

L'évaluation de Saïss II a consisté en un examen de l'audit préalable et des progrès accomplis à ce jour dans la mise en œuvre du Plan d'action environnemental et social (PAES) convenu pour Saïss I. Des réunions ont également été tenues avec le MAPMDREF, les organismes d'exécution et d'autres institutions compétentes. La mise à jour de l'audit préalable a confirmé que les impacts et les mesures d'atténuation connexes identifiés dans le cadre de Saïss I demeuraient pertinents et s'appliquaient globalement à Saïss II. Le projet n'entraînera aucune relocalisation et n'aura aucun impact sur des zones sensibles. Les impacts négatifs sont principalement liés à la construction et peuvent être facilement gérés en reproduisant les mesures d'atténuation convenues dans le cadre de Saïss I. Le projet n'est pas soumis, par la législation marocaine, à une évaluation d'impact sur l'environnement.

Saïss II est entièrement situé dans la plaine du Saïss, qui est dominée par l'activité agricole. Il existe, au nord de cette plaine, une aire légalement protégée et reconnue internationalement : la réserve ornithologique de Dwiya. Le MAPMDREF doit évaluer les risques et prendre des mesures préventives appropriées conformément à l'accord passé au titre de Saïss I. Les retards pris dans l'élaboration d'un plan formel d'acquisition de terrains et d'indemnisation conformément au PAES initial ont été résolus en chargeant un expert de travailler avec le client pour prioriser cet important outil de gestion. L'audit préalable a permis de constater que les principes de non-relocalisation, de consultation des parties et de limitation des déplacements économiques étaient bien assimilés et appliqués, bien que certaines lacunes persistassent par rapport aux exigences de la BERD et dussent être traitées en priorité. L'impact environnemental de Saïss, une fois opérationnel, sera principalement lié à la réduction du débit aval du barrage M'Dez. La Loi 36-15 sur l'eau exige que soit respecté un débit minimal pour préserver les écosystèmes aquatiques et la BERD aide, par la coopération technique, à déterminer le débit à assurer dans le cadre du projet.

Pour Garet, l'audit préalable a consisté en un examen du rapport d'évaluation environnementale et sociale réalisé par le MAPMDREF dans le cadre de l'étude de faisabilité, en une visite du site, y compris une réunion avec les agriculteurs touchés, ainsi qu'en des discussions avec le MAPMDREF et les organismes d'exécution. Les impacts négatifs de ce projet de rénovation et de modernisation sont limités, faciles à gérer et largement confinés au stade de la construction. L'acquisition limitée de terrains pour deux bassins de stockage et de décantation et l'éventuelle construction d'une nouvelle station de transfert sera gérée conformément à l'exigence de performance 5. Bien que largement bénéfique, la conversion au goutte-à-goutte ne sera pas volontaire dans la mesure où le nouveau système sera conçu pour ne prendre en charge que cette technologie. Le coût d'équipement de toutes les exploitations en technologie goutte-à-goutte sera pris en charge par le projet, et des réunions tenues avec quelques agriculteurs ainsi que des consultations antérieures ont révélé un large soutien de la communauté au projet.

Globalement, la mise en œuvre de Saïss et de Garet devrait avoir d'importants effets socio-économiques positifs, avec une amélioration de l'accès à l'eau d'irrigation, une meilleure gestion de cette ressource et un accroissement du rendement et de la valeur des cultures. Un important moyen d'optimiser ces bienfaits sera de tarifier le service de distribution d'eau. L'une des principales priorités du MAPMDREF est de veiller à ce que l'accès à l'eau d'irrigation soit équitable, et l'on s'emploie actuellement à déterminer la structure de tarification la plus appropriée et la plus inclusive. Le projet vise à promouvoir l'inclusion économique des agricultrices des plaines du Saïss et du Garet en favorisant leur accès à l'information, au renforcement des capacités et aux débouchés.

Sur la base des mesures environnementales et sociales déjà convenues dans le cadre de Saïss I, des PAES distincts seront, en accord avec le MAPMDREF, élaborés pour Saïss II et Garet. Les activités existantes et nouvelles de coopération technique seront adaptées ou développées pour appuyer la mise en œuvre du projet. Ce dernier sera structuré de manière à répondre aux exigences de performance de la BERD et le présent document de synthèse sera actualisé lorsque les deux PAES auront été convenus avec le client. Les principales actions à prévoir dans ces PAES seront les suivantes : i) finaliser la conception du projet et les exigences connexes

d'acquisition de terrains avec la participation d'un expert social ; ii) suivre les activités de construction pour s'assurer de leur conformité aux exigences de la BERD ; iii) suivre le fonctionnement des réseaux de distribution dans le cadre d'un système de gestion environnemental et social certifié aux normes ISO 9001, ISO 14001 et OHSAS 18001 ; iv) mettre en place le plan convenu d'acquisition de terrains et d'indemnisation ; et iv) mettre en œuvre des plans de mobilisation des intervenants pour les deux sites du projet. La Banque appuiera également, par la coopération technique, un programme de participation du public dans la plaine du Saïss ainsi que la conception d'un modèle hydrogéologique et d'un système d'information géographique de l'aquifère du Saïss.

Un consultant indépendant sera engagé pour suivre la mise en œuvre des composantes Saïss et Garet du projet.

## Coopération technique

Le projet bénéficiera, à concurrence de 2 millions d'euros, des activités de coopération technique suivantes :

### Après la signature

- **Appui à la mise en œuvre** de Garet, y compris un **appui environnemental et social** de 1 050 000 euros qu'un donateur international et/ou multilatéral fournirait pour aider à revoir les exigences techniques du projet, y compris le processus de passation de marchés et le respect des obligations du prêt, et à développer et améliorer la performance environnementale, sanitaire, sécuritaire et sociale afin de répondre aux exigences du PAES.
- **Plan de mobilisation des intervenants**, qu'un donateur international et/ou multilatéral financerait à hauteur de 950 000 euros pour renforcer les capacités des agriculteurs locaux, encourager, par la participation, les intervenants à adopter des pratiques agricoles plus efficaces et durables et aider, par des activités ciblées, les agricultrices à participer à l'activité économique.

## Contact dans l'entreprise

Ahmed El Bouari

[a.elbouari@agriculture.gov.ma](mailto:a.elbouari@agriculture.gov.ma)

+212 530 10 31 77

+212 537 29 75 44

[www.agriculture.gov.ma](http://www.agriculture.gov.ma)

Avenue Hassan II BP 607, Rabat, Maroc

## Opportunités commerciales

Pour les opportunités commerciales ou la passation de marchés, contacter la société cliente.

Pour les projets du secteur public, consulter [Passation de marchés](#) sur le site de la BERD

Tél : +44 20 7338 6794

Courriel : [procurement@ebrd.com](mailto:procurement@ebrd.com)

## Questions d'ordre général

Pour les questions concernant tout projet de la BERD qui ne sont pas liées à la passation de marchés :

Tél : +44 20 7338 7168

Courriel : [projectenquiries@ebrd.com](mailto:projectenquiries@ebrd.com)

## Politique d'information du public (PIP)

La PIP définit la manière dont la BERD diffuse les informations et consulte ses partenaires pour favoriser une meilleure sensibilisation et connaissance de ses stratégies, politiques et opérations. Consulter sur le site de la BERD la page concernant la Politique d'information du public précisée ci-après afin de connaître la démarche à suivre pour demander un Rapport du Conseil d'administration sur un projet du secteur public.

[Texte de la PIP](#)

## Mécanisme de recours sur les projets (MRP)

Le [Mécanisme de recours sur les projets](#) (MRP) est le dispositif de reddition de comptes de la BERD. Il permet un examen indépendant des recours formulés par des personnes ou des organisations au sujet de projets financés par la Banque qui auraient causé, ou seraient susceptibles de causer, un tort sur le plan environnemental et/ou social.

La page [Mécanisme de recours sur les projets](#) peut être consultée pour obtenir des précisions sur les modalités de dépôt d'un recours. L'Agent du MRP ([pcm@ebrd.com](mailto:pcm@ebrd.com)) est disponible pour répondre à toute question concernant le dépôt d'un recours et les critères d'enregistrement et d'éligibilité, conformément au [Règlement du MRP](#).